



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Togo

Jean-Lucien Savi de Tové élu Président de la République
Ce samedi 3 mai 2025, Jean-Lucien Savi de Tové, proposé par le parti au pouvoir, Union pour la République (Unir), vient d'être désigné Président de la ... • (Page 04)

Guerre commerciale Pour Warren Buffett, « le commerce ne doit pas être une arme »
L'homme d'affaires Warren Buffett a estimé samedi que « le commerce ne doit pas être une arme », critiquant la ... • (Page 08)

Entrée en vigueur de la Ve République togolaise • (Pages 03)

Une nouvelle ère pour l'économie



Togo

Célébration du 1er mai au ministère de l'Économie et des Finances
La célébration de la fête du Travail au Togo, le 1er mai 2025, a été marquée par une atmosphère de paix et de ... • (Page 02)

Propriété industrielle L'INPIT révèle sa nouvelle identité visuelle

Au Togo, l'Institut National de la Propriété Industrielle et de la Technologie (INPIT) a officiellement dévoilé sa nouvelle identité visuelle ... • (Pages 04)

Afrique subsaharienne 48% des banques n'adoptent pas des pratiques financières durables
Le rapport révèle que les banques sud-africaines et kényanes sont les plus performantes dans le domaine de la finance durable, grâce à des ... • (Page 06)

Bourse Régionale des Valeurs Mobilières • (Pages 05)

Les temps forts des BRVM AWARDS 2025



Vo/Santé

Le projet « Sauver des vies et des moyens de subsistance » lancé
L'ONG Santé Intégrée (SI), en partenariat avec le ministère de la Santé et de l'Hygiène public, a lancé son projet « Sauver des vies et des moyens de subsistance ... • (Page 11)

Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation

FONi 2025 4e édition

22 - 23 mai 2025

Hôtel Sofitel, Cotonou, Bénin

Financement du secteur privé & Digitalisation des services financiers et publics pour une croissance durable en Afrique

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Organisateur Principal **AFRIK CRÉANCES**

Co-organisateur **FAGACE**

+229 01 44 05 00 00
+228 93 03 36 36
inscriptions@foni.africa
www.foni.africa

Togo

Célébration du 1er mai au ministère de l'Économie et des Finances

La célébration de la fête du Travail au Togo, le 1er mai 2025, a été marquée par une atmosphère de paix et de reconnaissance mutuelle entre les travailleurs du ministère de l'Économie et des Finances et leur tutelle. À travers le SYNPESEFIT, les agents ont salué les efforts du gouvernement tout en formulant des doléances concrètes. Le ministre, Essowè Georges BARCOLA, a répondu point par point, réaffirmant l'engagement du gouvernement à moderniser l'administration et à améliorer les conditions de travail.

● Nicole Esso

Le ministère de l'Économie et des Finances du Togo a célébré la fête du Travail dans ses locaux du CASEF, réunissant personnel, syndicat et hiérarchie autour du thème : « Travailleurs financiers, acteurs de la relance économique du Togo ». Le Secrétaire général du SYNPESEFIT a ouvert les festivités en rendant un hommage appuyé au ministre BARCOLA, qualifié de « bon père de famille », pour sa présence symbolique et son écoute. Dans un climat respectueux, le syndicat a ensuite exposé un ensemble de revendications visant à améliorer les conditions de travail et le bien-être des agents. Parmi les principales doléances figurent entre autres la proclamation des résultats du concours sectoriel, le renforcement des capacités du personnel, la réhabilitation de la cantine et de la pharmacie, la création d'une crèche adaptée, le renouvellement de l'équipement et l'amélioration des infrastructures, ainsi que la reconnaissance institutionnelle du syndicat à travers un siège dédié. Le ministre a répondu avec clarté et engage-



ment, confirmant notamment l'arrivée imminente de nouveaux agents, le traitement des résultats du concours, et la volonté ferme d'accompagner la modernisation du ministère. Il a souligné que la routine doit céder la place à l'innovation et à l'efficacité.

Un syndicat structuré

Cette journée du 1er mai fut bien plus qu'un rituel symbolique. Elle a mis en lumière un syndicat structuré, porteur de propositions, et une administration qui veut construire un dialogue social sincère. La reconnaissance par le ministre du rôle crucial des travailleurs dans la relance économique montre une prise de conscience forte de la place stratégique de ce ministère dans la stabilité macroéconomique du pays. La dynamique actuelle, axée sur le recrutement, la moder-

nisation, et l'inclusion du secteur privé dans la relance, ouvre des perspectives prometteuses. L'intervention du ministre a également rappelé les droits, mais aussi les devoirs des travailleurs. Le respect des instructions, la rigueur professionnelle, et l'adhésion à la transformation administrative ont été rappelés comme essentiels à la réussite collective.

Paix et reconnaissance

Historiquement ancrée dans les luttes ouvrières du 1er mai 1886 à Chicago, la fête du Travail trouve aujourd'hui une résonance particulière dans les pays comme le Togo, où elle est célébrée dans la paix et la reconnaissance. Contrairement à ses origines parfois douloureuses, la fête du 1er mai au Togo s'inscrit désormais comme une journée de dialogue apaisé, d'évaluation et de projection. L'événement a été également marqué par une annonce forte du ministre : la construction prochaine d'une cité ministérielle, initiative présidentielle visant à doter l'administration togolaise d'un environnement de travail moderne et propice à la performance.



Image du jour



AUX DÉCIDEURS ...

Le souffle d'une nouvelle ère

Le 3 mai 2025 restera, sans conteste, comme une date fondatrice dans l'histoire contemporaine du Togo. Ce jour-là, devant la Cour constitutionnelle et sous les regards d'une nation rassemblée, Faure Essozimna Gnassingbé prêtait serment en tant que premier Président du Conseil, chef du gouvernement de la V^e République. Au-delà de la solennité de l'instant et de la force symbolique des gestes – du serment à la remise du drapeau national – c'est un changement profond de cap qui s'est affirmé.

La Constitution du 6 mai 2024, fruit d'un processus de réforme inclusif, marque la volonté d'un peuple d'adapter ses institutions aux exigences de son temps. En optant pour un régime parlementaire, le Togo choisit une gouvernance où les responsabilités sont clairement définies, où l'exécutif est redevable devant le Parlement, et où la gestion de l'État se veut plus rigoureuse, plus participative, plus transparente. Cette mutation n'est pas qu'un ajustement technique : elle est l'expression d'un désir profond de renouvellement démocratique. La désignation de Faure Gnassingbé, fort de son expérience d'homme d'État, incarne cette volonté de conjuguer continuité et transformation. Il ne s'agit pas seulement de maintenir un cap, mais de donner un nouveau souffle à l'action publique, de faire de la V^e République un levier pour le développement inclusif, la justice sociale et la consolidation de l'unité nationale.

Sur le plan économique, cette nouvelle république ouvre des perspectives inédites. Une gouvernance plus lisible, plus stable, est un signal fort envoyé aux investisseurs, aux partenaires techniques et financiers, aux forces vives du pays.

La nouvelle architecture institutionnelle place le développement au cœur de l'agenda gouvernemental. Elle exige des résultats concrets : réduction des inégalités, amélioration des services sociaux, soutien à l'entrepreneuriat, maîtrise des finances publiques, modernisation des infrastructures. Le contexte exige des réponses courageuses, à la hauteur des attentes d'un peuple qui aspire à une prospérité partagée.

Le Togo, aujourd'hui, n'est plus seulement en transition institutionnelle. Il est à l'aube d'un nouveau républicain. Et dans cette phase décisive, le rôle du Président du Conseil sera central : garantir l'efficacité de l'action gouvernementale, préserver la paix sociale, renforcer la cohésion nationale et, surtout, faire de la V^e République le moteur d'un développement durable, souverain et équitable.

Le rendez-vous du 3 mai 2025 n'est donc pas un aboutissement, mais un point de départ. Celui d'un Togo plus fort, plus juste, plus ambitieux.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Entrée en vigueur de la V^e République togolaise

Une nouvelle ère pour l'économie

Faure Essozimna Gnassingbé, désigné par l'Assemblée nationale conformément à la nouvelle Constitution du 6 mai 2024, a prêté serment devant la Cour constitutionnelle et devient Président du Conseil. C'était le samedi 03 mai 2025 à Lomé. Une nouvelle ère s'ouvre pour l'économie togolaise.

• Joël Yanclo

Au cours d'une cérémonie empreinte de solennité et de ferveur républicaine, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé est investi Président du Conseil par la Cour Constitutionnelle, devenant ainsi le premier titulaire de cette nouvelle fonction née des réformes constitutionnelles. Ce moment historique, ponctué d'ovations et de gestes symboliques forts – notamment la remise du drapeau national par les Forces armées togolaises (FAT) – a rassemblé les plus hautes autorités de l'État, des personnalités politiques, militaires, diplomatiques. Le Président du Conseil a prêté serment en affirmant sa fidélité à la Constitution de 2024 et son engagement à servir le peuple togolais, défendre la patrie, promouvoir la paix, l'unité nationale et le développement. Son discours, solennel et rassembleur, a traduit la volonté de bâtir un Togo renouvelé, porté par les valeurs de solidarité, de respect des droits humains, et d'unité. La désignation de Faure Essozimna Gnassingbé



comme Président du Conseil est l'aboutissement d'un processus institutionnel qui redéfinit la gouvernance togolaise. En basculant vers un régime parlementaire, le Togo opte pour une répartition plus claire des pouvoirs, avec un exécutif désormais coordonné par un chef de gouvernement issu de la majorité parlementaire. Cette mutation vise à renforcer la démocratie participative, la responsabilité des gouvernants et la transparence dans la gestion des affaires pu-

bliques. L'investiture de M. Gnassingbé, homme d'État expérimenté, envoie un signal de continuité dans le leadership tout en intégrant les exigences de modernisation politique. Sa mission est désormais d'incarner cette nouvelle gouvernance, en coordonnant l'action gouvernementale sous le contrôle du Parlement, avec un accent particulier sur le développement inclusif, la cohésion nationale et la stabilité.

Une nouvelle ère

pour l'économie

La mise en place de la V^e République togolaise, avec un régime parlementaire centré sur une coordination plus efficace de l'action gouvernementale, ouvre la voie à une nouvelle gouvernance économique. Avec l'investiture de SEM Faure Essozimna Gnassingbé comme Président du Conseil, chef de gouvernement, le pays entre dans une nouvelle phase de son développement politique et économique. Le passage à un régime parlementaire peut donc améliorer la prévisibilité et la stabilité des politiques économiques, un facteur essentiel pour maintenir la confiance des investisseurs et partenaires techniques et financiers. La nouvelle configuration institutionnelle du Togo crée un cadre plus favorable à la modernisation économique. L'investiture du Président du Conseil doit donc être suivie d'actions fortes pour stimuler la croissance inclusive, réduire les

inégalités et répondre aux aspirations sociales.

Modernisation des institutions

Promulguée le 6 mai 2024, la nouvelle Constitution de

la V^e République est le fruit d'un processus de consultation nationale et de consensus politique. Elle institue un régime parlementaire dans lequel le Président du Conseil, nommé par la majorité parlementaire, devient le véritable chef de l'exécutif. Cette réforme majeure répond à une aspiration populaire de rééquilibrage des pouvoirs, de modernisation des institutions, et de consolidation de l'État de droit. Le Togo s'inscrit ainsi dans une dynamique de gouvernance républicaine renouvelée, tournée vers l'efficacité de l'action publique et la participation citoyenne. Le 3 mai 2025 restera donc gravé comme le jour de l'enracinement d'une nouvelle ère politique, celle de la V^e République. Sous le leadership de Faure Essozimna Gnassingbé, désormais Président du Conseil, le Togo se projette dans un avenir où stabilité, démocratie et développement durable se conjuguent au service du peuple.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

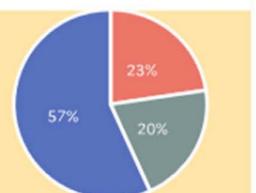
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr



Communiqué de presse

Premier Congrès du Parlement consacré à l'élection du Président de la République

Lomé, le 3 mai 2025

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la Constitution du 6 mai 2024, le Parlement togolais réuni en Congrès dans l'hémicycle du pavillon annexe du siège de l'Assemblée nationale ce samedi 03 mai 2025, a tenu sa première séance solennelle consacrée à l'élection du Président de la République.

Cette session historique du Congrès (Assemblée nationale et Sénat réunis) s'inscrit dans la dynamique de mise en place des nouvelles institutions de la Ve République. Elle fait suite à la désignation du Président du Conseil, intervenue le même jour, illustrant la volonté des pouvoirs publics de respecter le calendrier républicain et de garantir le fonctionnement harmonieux des institutions.

Le Président de l'Assemblée nationale, **Son Excellence Monsieur Sevon - Tépé Kodjo Adédzé** en sa qualité de Président du Congrès, a procédé à l'ouverture des travaux, conformément aux règles établies. L'élection du Président de la République s'est déroulée en scrutin secret, après validation des conditions d'éligibilité prévues par la Constitution, y compris la présentation d'un certificat médical attestant du bien-être physique et mental, délivré par trois médecins assermentés désignés par la Cour constitutionnelle.

A l'issue du scrutin, **Son Excellence Monsieur Jean-Lucien Kwassi Savi de Tové** est élu Président de la République togolaise à l'unanimité avec 100% des voix. Il a ensuite prêté serment devant le Congrès avant d'être investi dans ses fonctions par le Président du Congrès.

Ainsi, le Président de la République élu incarnera la souveraineté nationale, l'unité de la République, et exercera ses fonctions dans le respect des équilibres institutionnels instaurés par la Ve République.

À travers cette étape démocratique majeure, le Togo réaffirme son engagement à construire des institutions solides et plus efficaces au service de la stabilité, du développement et de l'État de droit.

Contact presse:

Direction de la communication et des relations publiques

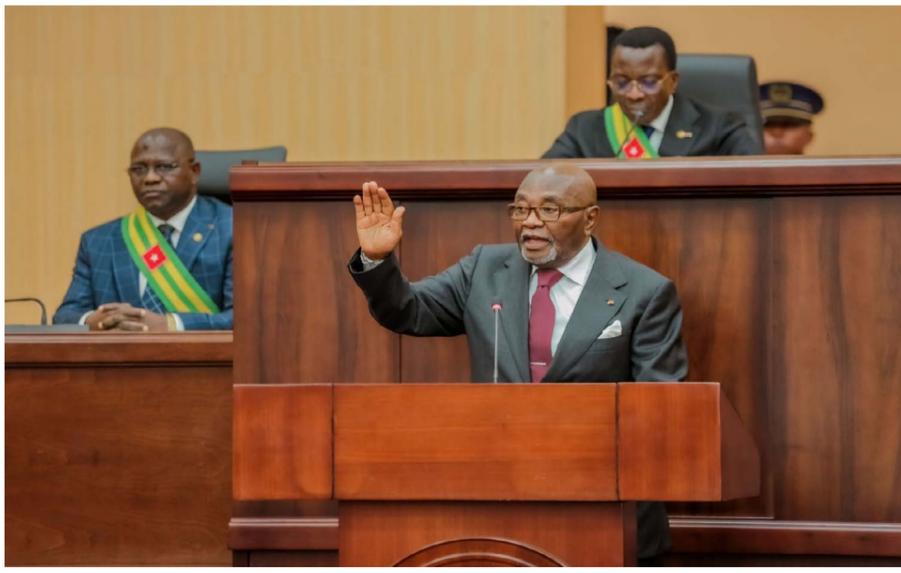
info.communication@assemblee-nationale.tg

(+228) 90 95 57 30



assemblee-nationale.tg

@assnatTogo



Développement durable

Le Togo prépare une nouvelle réglementation forestière

Au Togo, la réglementation du secteur forestier va connaître une évolution. Une rencontre réunissant plusieurs acteurs a permis de valider, la semaine dernière (24 et 25 avril), l'avant-projet de loi révisé portant code forestier.

L'initiative, portée par le ministère en charge de l'environnement, s'inscrit dans le cadre de la réforme 6 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 relative à la législation environnementale. Elle vise à doter le pays d'un cadre juridique modernisé, en adéquation avec les enjeux actuels de gestion durable des ressources forestières et les engagements

internationaux. À l'issue des travaux, 140 articles ont été reformulés, 13 supprimés et 33 nouveaux introduits. Ainsi, le nouveau texte comprendra 173 articles, contre 160 dans la loi adoptée en 2008. « Cette révision s'inscrit dans une dynamique de conformité aux engagements internationaux et d'adaptation de notre cadre juridique aux nouvelles exigences en matière de gestion durable des ressources

forestières », a indiqué Dimizou Koffi, Secrétaire général du ministère de l'environnement. La prochaine étape consistera à transmettre l'avant-projet de loi au secrétariat général du gouvernement, en vue de son examen par l'Assemblée nationale. En rappel, l'ambition du Togo est d'atteindre une couverture forestière de 30 % d'ici à 2050.

(Togo Officiel)

Propriété industrielle

L'INPIT révèle sa nouvelle identité visuelle

Au Togo, l'Institut National de la Propriété Industrielle et de la Technologie (INPIT) a officiellement dévoilé sa nouvelle identité visuelle mercredi 30 avril 2025, à Lomé. La cérémonie s'est tenue à l'hôtel Sarakawa en présence de plusieurs autorités ministérielles, d'acteurs du secteur privé et des structures sous tutelle du Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI).

● Hélène Martelot

Fruit d'un concours de création graphique lancé le 10 mars dernier, le nouveau logo de l'INPIT incarne une volonté de renouveau, de modernisation et de dynamisme. Sur les 118 candidatures reçues, trois ont été récompensées lors de cette cérémonie de distinction. Le Premier Prix, d'une valeur de 800 000 FCFA, a été attribué à Pierre-Henri Barou Kouabo, concepteur du logo désormais adopté par l'Institut. Dans sa présentation, le lauréat a décrit son œuvre comme « une sphère à moitié ouverte, capable de contenir et de protéger les titres de propriété industrielle, le développement technologique et l'émergence ». Le cercle central, précise-t-il, « symbolise les inventions, marques, dessins et modèles industriels, noms commerciaux et autres titres protégés ». Le deuxième Prix est revenu à Kodjo Sewa Akovi, récompensé par un chèque de 200 000 FCFA, tan-



dis que le troisième Prix, doté de 100 000 FCFA, a été décerné à Gautier F. Folly. Dans son mot de circonstance, la Directrice par intérim de l'INPIT, Mme Adja Tchandikou, a rappelé l'importance de cette refonte visuelle, s'inscrivant dans un contexte où de grandes institutions internationales, comme l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), actualisent également leur image. « L'objectif du concours était de concevoir un logo reflétant la protection des droits, le développement et l'émer-

gence. Le choix du lauréat a été fait sur la base de critères rigoureux », a-t-elle souligné. Représentant la Ministre en charge de la Promotion des Investissements, le Président du Conseil d'administration de l'INPIT, M. Essè Yovo, a salué dans son discours le talent et la créativité des participants. Il a déclaré : « Ce logo va bien au-delà d'un simple symbole visuel. Il incarne le résultat d'un effort collectif porté par la créativité et une volonté commune de doter l'INPIT d'une identité forte. Il reflète les missions, les valeurs et l'engagement de l'institution en faveur du progrès industriel et technologique du Togo. » Pour les organisateurs, ce concours marque une étape dans une stratégie plus large de promotion de la propriété industrielle au Togo.



Free roaming entre le Togo et ses voisins

Des performances enregistrées

L'itinérance gratuite (Free Roaming) entre le Togo, le Bénin et le Ghana, effective depuis quelques mois, enregistre des résultats encourageants.

C'est ce qui ressort d'une mission d'évaluation conduite le mois dernier (19 au 22 mars) par l'Association togolaise des consommateurs (ATC), la Ligue des Consommateurs du Togo (LCT) et le Mouvement Martin Luther King (MMLK), dans les villes d'Accra, Ho, Cotonou et Porto-Novo. Concrètement, les résultats de la mission révèlent des performances enregistrées au niveau des appels. Dans les deux pays (Ghana et Bénin), les appels émis et reçus depuis les réseaux Yas Togo et Moov Africa Togo affichent un taux de réussite de 100 %. S'agissant des SMS, Moov Africa Togo au Bénin et au Ghana affiche également un taux de réussite, tandis que Yas Togo enregistre des résultats légèrement moins bons au Bénin. Il subsiste tou-

tefois des défis notamment au niveau de la tarification, la facturation et l'accès aux données mobiles. Face à ces constats, les organisations de consommateurs recommandent aux opérateurs de renforcer la transparence sur les coûts et d'améliorer la qualité des services, en particulier pour l'internet mobile. Elles appellent également l'Autorité de Régulation des Communications Élec-

troniques et des Postes (AR-CEP) à intensifier ses efforts de suivi et de contrôle. Pour rappel, le Togo a également signé des accords de free roaming avec d'autres pays de la sous-région, comme le Mali et le Burkina Faso. L'objectif est de renforcer l'intégration régionale et de faciliter la mobilité des citoyens à travers une communication plus accessible et moins coûteuse.

(Togo Officiel)





ACTUALITE

6EME ÉDITION DES BRVM AWARDS 2025 : LES ACTEURS DU MARCHÉ FINANCIER REGIONAL DE L'UEMOA EN CONCLAVE A COTONOU POUR CELEBRER L'EXCELLENCE

Les 29 et 30 avril 2025 - La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a organisé la 6ème édition des BRVM Awards au Sofitel Cotonou Marina & Spa.

Ce rendez-vous annuel majeur du marché financier régional de l'UEMOA a réuni près de 300 participants venus des huit pays membres, des régulateurs, des structures et acteurs clés du secteur financier ainsi que de nombreuses personnalités de haut niveau.

Cette édition a été placée sous le parrainage du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances du Bénin, Monsieur Romuald WADAGNI et avait pour thème stratégique : « Cession des parts de l'État dans les entreprises publiques : instrument de promotion de l'actionnariat populaire et de financement de l'économie nationale ».

La rencontre a bénéficié du soutien du Partenaire officiel, le Groupe InTouch, et a été marquée par deux jours de panels et tables rondes qui ont permis aux participants d'échanger sur les enjeux des privatisations en Afrique, de l'actionnariat populaire, d'innovation et de l'éducation financière en vue du développement des marchés de capitaux africains.

Lors de son allocution de bienvenue, Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM, a réaffirmé l'engagement de l'institution à promouvoir l'actionnariat populaire et l'inclusion financière comme leviers essentiels pour un développement économique inclusif et durable de l'UEMOA.

Le Président du Conseil d'Administration, Dr Parfait KOUASSI, a saisi l'occasion pour remercier tous les acteurs et partenaires du marché pour leur accompagnement.



Dans son allocution d'ouverture, le Ministre d'Etat Romuald WADAGNI a souligné la nécessité de bien préparer en amont les entreprises qu'elles soient dans le secteur marchand ou non marchand. Il a fait un appel à l'action en souhaitant que des recommandations fortes sortent de la rencontre de Cotonou ainsi que l'élaboration d'un Livre Blanc.

Une Conférence Spéciale a été animée par Monsieur Emmanuel Koffi AHOUTOU, Ministre, Directeur de Cabinet du Vice-Président de la République et Président du Comité de Privatisation de Côte d'Ivoire, au cours de laquelle il a partagé avec les participants, « l'expérience ivoirienne en matière de privatisation et les enseignements tirés pour les finances publiques ».

Lors du dîner de gala de clôture, les Lauréats des BRVM Awards 2025, ci-après, ont été distingués :

- Société Cotée de l'année : Société Générale Côte d'Ivoire
 - Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) de l'année : CGF Bourse
 - Société de Gestion des OPC (SGO) de l'année : NSIA Asset Management
 - Opération de l'année - Obligations : Emprunt Obligatoire « État du Sénégal 6,25% 2024-2029 »
 - Opération de l'année - Actions : IPO Loterie Nationale du Bénin
 - Opération innovante de l'année : BIDC-EBID GSS BOND 6,50% 2024-2031
 - Média financier de l'année : Sika Finance
- Un Grand Prix d'Honneur et des Prix ont également été décernés :

- Grand Prix d'Honneur : SEM. Patrice TALON, Président de la République du Bénin, en reconnaissance de son leadership visionnaire et de son engagement constant en faveur du développement économique du Bénin et sa vision pour l'émergence d'un marché financier régional solide, inclusif et résolument tourné vers l'avenir

- Prix Spécial : M. Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, en charge de la Coopération du Bénin, pour son leadership et son engagement visionnaire en faveur du développement de notre marché financier régional de l'UEMOA et en reconnaissance de son action décisive dans l'admission à la cote de la BRVM de deux entreprises béninoises, la Loterie Nationale du Bénin (LNB) et la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce du Bénin (BIIC),

- Prix Spécial : la SGI EDC Investment Corporation (EIC), pour sa contribution remarquable à l'admission à la cote de la BRVM des trois dernières entreprises : ORANGE Côte d'Ivoire, la Loterie Nationale du Bénin et la Banque Internationale pour l'Industrie du Bénin (BIC).

Ces récompenses honorent les institutions financières et entreprises ayant contribué significativement à la performance de l'espace boursier de UEMOA en 2024.

La BRVM remercie chaleureusement ses partenaires pour leur précieux soutien qui ont largement contribué à la réussite de cette 6ème édition.



Afrique subsaharienne

48% des banques n'adoptent pas des pratiques financières durables

Le rapport révèle que les banques sud-africaines et kényanes sont les plus performantes dans le domaine de la finance durable, grâce à des réglementations favorables qui leur permettent de proposer des produits financiers verts.

Environ 72% des banques d'Afrique subsaharienne intègrent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies de développement, mais près de la moitié d'entre elles (48%) ne s'engagent pas à mettre en œuvre des pratiques financières durables, selon un rapport publié ce mercredi 30 avril 2025 par le Fonds mondial pour la nature (WWF). Intitulé « Sustainable Banking Assessment for Africa 2024 », le rapport évalue l'intégration des critères ESG dans les stratégies de croissance, les engagements à mettre en œuvre des pratiques financières durables, le degré d'application effective de ces engagements au sein de 25 banques opérant dans huit pays : le Cameroun, le Gabon, le Kenya, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie. Cette évaluation s'appuie sur 11 indicateurs et 78 sous-indicateurs répartis regroupés en six piliers : objectifs (l'engagement stratégique des banques en faveur de la durabilité), politiques (l'existence et la qualité des politiques liées aux ques-



tions environnementales et sociales), processus (mise en œuvre des mesures qui gèrent les risques et les opportunités en matière de politiques environnementales et sociales), personnels (les capacités humaine et les structures de gouvernance pour gérer les responsabilités liées aux politiques environnementales et sociales), produits (le développement de produits et services financiers durables) et portefeuilles (l'alignement des portefeuilles des banques sur les objectifs de développement durable, tels que les engagements à atteindre l'objectif de zéro émission nette). Outre l'enquête menée auprès des banques étudiées, dont Standard Bank (Afrique du Sud) Equity Bank (Kenya), Cooperative Rural Development Bank (Tanzanie), Zambia National Commercial Bank (Zambie), Trust Merchant Bank (RDC) Afriland First Bank (Cameroun), la BGFIBank (Gabon)

et Bank of Windhoek (Namibie), les établissements bancaires opérant dans chacun des pays couverts par le rapport sont évalués sur une échelle allant de 0 (absence d'intégration et de mise en œuvre des critères ESG) à 100 (intégration et application optimale des critères ESG).

Fortes disparités entre les pays étudiés

L'évaluation montre que si près des trois quarts des banques évaluées intègrent les critères ESG dans les stratégies de développement, 52% de ces institutions font des engagements explicites à fournir des services financiers durables. Dans ce même cadre, une petite minorité des banques (12 %) échangent avec les régulateurs sur l'intégration des critères ESG ou la mise en œuvre de pratiques financières durables. En ce qui concerne la mise en œuvre effective des pratiques financières durables, l'écrasante majorité des banques sondées (96%) ne disposent pas de politiques pour détecter l'implication

de leurs clients dans des activités illégales liées à la faune et à l'environnement, alors que 33% disposent d'un portefeuille de produits financiers durables soutenu par un pipeline de projets cohérents. Dans le même temps, 84% des banques africaines ne divulguent pas les émissions de gaz à effet de serre (GES) de leur portefeuille et 76% des banques n'effectuent pas des examens périodiques des profils ESG de leurs clients. En outre, 12% des établissements reconnaissent les risques liés à la nature, et une

seule banque a examiné ces risques au niveau de son portefeuille. Le rapport révèle aussi que les huit pays étudiés ne sont pas logés à la même enseigne. Les banques sud-africaines et kényanes sont en avance par rapport à leurs homologues de la région en ce qui concerne l'adoption des critères ESG et la mise en œuvre de pratiques financières durables. Ces banques obtiennent des scores globaux de 50,1% et 43,7% respectivement, grâce non seulement aux réglementations favorables et à des

engagements institutionnels croissants, mais aussi à l'exploitation des opportunités offertes par la finance durable en développant des produits innovants. Les pays affichant des performances modérées sont la Tanzanie, la Namibie et la Zambie, qui obtiennent respectivement des scores de 37,7%, 21,1% et 19,3%. Le Gabon, le Cameroun et la RDC obtiennent, quant à eux, des scores inférieurs à 10%, ce qui reflète un stade d'intégration très précoce des critères ESG.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Lancement du Timbuktoo Lab, moteur des industries créatives

Menée en partenariat avec le Craft and Design Institute, l'initiative vise à offrir des formations et des subventions pour soutenir la croissance de secteurs comme l'audiovisuel, la musique, le design et la préservation du patrimoine culturel. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au mercredi 7 mai 2025.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec le Craft and Design Institute (CDI), a lancé le Timbuktoo Creatives Lab en Afrique du Sud, une initiative visant à stimuler la croissance des Industries culturelles et créatives (ICC) sur le continent. Ce programme ambitionne de renforcer les secteurs tels que l'audiovisuel, le design, la musique, le multimédia, et la préservation du patrimoine culturel. Selon l'organisme onusien, les quinze entreprises sélectionnées auront l'opportunité de bénéficier d'un accompagnement non financier, incluant des formations et des ateliers pour le développement de compétences, ainsi que d'un soutien financier sous forme de subventions sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques de croissance de chaque entreprise. « En encourageant les entrepreneurs

créatifs et en catalysant de nouveaux modèles d'affaires, nous ne nous contentons pas de débloquer des opportunités économiques, mais nous façonnons également un nouveau récit pour l'Afrique, guidé par l'ingéniosité de sa population », souligne Maxwell Gomera, représentant résident du PNUD en Afrique du Sud et Directeur du Centre de financement durable du PNUD en Afrique. Les ICC démontrent leur impact économique majeur en contribuant à 3 % du PIB mondial et en générant chaque année plus de 2 250 milliards de dollars, selon l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En Afrique, elles sont en pleine expansion, avec un marché estimé à 45 milliards de dollars, d'après une étude copublée en 2021 par l'Agence française de développement (AFD) et le cabinet Bearing Point. Les principaux pays d'Afrique subsaharienne générant des revenus grâce aux

ICC sont l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Éthiopie, bien que leur impact soit encore largement sous-exploité sur le continent. Pour Erica Elk, directrice générale du CDI, « Les Industries culturelles et créatives ont un énorme potentiel inexploité. Grâce au Timbuktoo Creatives Lab du PNUD, nous visons à fournir aux entrepreneurs créatifs les outils, les réseaux et les connaissances dont ils ont besoin pour se développer et être compétitifs sur la scène mondiale ». Les entreprises intéressées, en plus d'être actives dans les secteurs des ICC définis, doivent être enregistrées, avoir entre deux et cinq ans d'activité et un chiffre d'affaires annuel d'au moins 200 000 rands (environ 10 628 dollars). La priorité est donnée aux entreprises basées au Cap (Afrique du Sud), mais les candidatures d'autres régions d'Afrique du Sud ou d'autres pays africains sont également considérées.

Avec Agence Ecofin

Banque digitale

Backbase lance une plateforme alimentée par l'IA

Backbase a annoncé le 30 avril 2025, un changement majeur avec le lancement de la première plateforme bancaire digitale alimentée par l'IA, après le lancement de son « Intelligence Fabric » en septembre 2024.

• Wilson Lawson

La dynamique s'accélère avec la sortie de sa plateforme de nouvelle génération, spécialement conçue pour accélérer la croissance et l'efficacité dans le secteur bancaire en unifiant deux domaines essentiels : le service à la clientèle et les ventes digitales. Ce lancement marque la nouvelle étape de la vision audacieuse de Backbase : placer les banquiers à l'avant-garde de la révolution de l'IA pour générer une croissance durable et rentable.

Conçue pour unifier les ventes et les services

Dans le contexte concurrentiel actuel, les banques ne peuvent plus se permettre de s'appuyer sur des canaux digitaux passifs et des flux de travail réactifs. La plateforme bancaire alimentée par l'IA de Backbase permet aux banques de transformer l'engagement client grâce à un libre-service alimenté par l'IA et une assistance en temps réel ; d'intégrer l'IA dans leurs opérations quotidiennes afin de maximiser la productivité des employés et de prendre des décisions plus intelligentes ; de rationaliser et de développer leurs ventes grâce à une activation intelligente et une automatisation de bout en bout ; d'augmenter leurs revenus grâce à des parcours de vente incitative et croisée



basés sur l'IA qui approfondissent les relations avec les clients. « Les banques n'ont pas besoin de nouveaux projets pilotes, elles ont besoin de résultats », a déclaré Jouk Pleiter, PDG et fondateur de Backbase. « Avec notre plateforme bancaire alimentée par l'IA, nous misons tout sur l'IA et donnons aux banques les moyens d'augmenter leur productivité, d'automatiser intelligemment et de dynamiser la croissance plus rapidement que jamais. »

Pourquoi maintenant ?

Le secteur est à un tournant. Alors que les fintechs progressent à grands pas, de nombreuses banques sont encore prisonnières de technologies obsolètes et de données fragmentées, incapables de saisir pleinement les opportunités offertes par l'IA. La dernière décennie a vu l'émergence des canaux digitaux de base. La prochaine sera dominée par les banques qui maîtriseront l'orchestration de la croissance grâce à l'IA : acquisition, activation, expansion et fidélisation des clients à grande échelle.

Optimisé par l'Intelligence Fabric

Au cœur de la plateforme se trouve l'Intelligence Fabric,

une base de données unifiée qui transforme les signaux comportementaux, les données transactionnelles et les informations opérationnelles en informations exploitables en temps réel. Une nouveauté révolutionnaire est l'Agent AI : des agents modulaires et intelligents spécialement conçus pour le secteur bancaire. Fonctionnant en toute sécurité dans un cadre sécurisé, ces agents s'intègrent de manière transparente dans les parcours de service et de vente, automatisant les tâches, guidant les meilleures actions à entreprendre et augmentant la productivité dans les services administratifs et commerciaux.

Conçue pour être fiable et sécurisée

Reposant sur une base IA fiable, la plateforme garantit la transparence, la sécurité et l'audit de chaque décision, recommandation et action. Les agents sont développés, déployés et gérés dans un environnement étroitement contrôlé, ce qui permet aux banques d'évoluer en toute confiance tout en respectant les normes les plus strictes en matière de conformité, de risque et d'intégrité opérationnelle.

vendredi 2 mai 2025

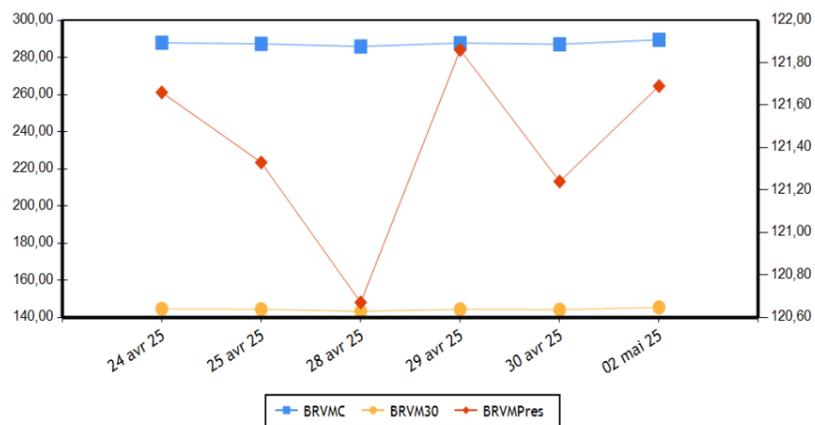
N° 83

BRVM COMPOSITE	289,52
Variation Jour	0,85 %
Variation annuelle	4,89 %

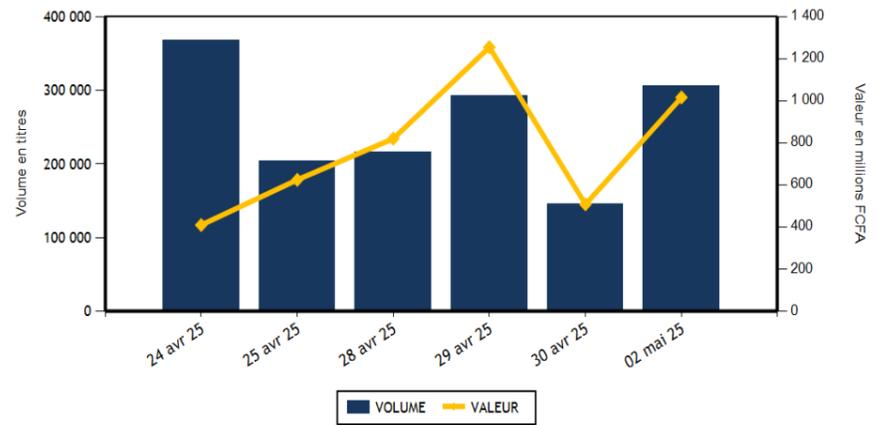
BRVM 30	145,31
Variation Jour	0,85 %
Variation annuelle	4,74 %

BRVM PRESTIGE	121,69
Variation Jour	0,37 %
Variation annuelle	5,96 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 164 577 807 812	0,85 %
Volume échangé (Actions & Droits)	305 149	109,53 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 005 597 840	98,46 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	21,43 %
Nombre de titres en baisse	18	-21,74 %
Nombre de titres inchangés	10	25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 495 883 157 897	0,00 %
Volume échangé	1 021	819,82 %
Valeur transigée (FCFA)	10 073 500	833,96 %
Nombre de titres transigés	4	0,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 080	7,49 %	-5,45 %
UNIWAX CI (UNXC)	450	7,14 %	9,76 %
UNILEVER CI (UNLC)	11 000	7,06 %	69,88 %
SAFCA CI (SAFC)	700	6,06 %	-2,78 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	2 580	3,20 %	36,51 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 280	-7,48 %	31,20 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 700	-2,86 %	-10,53 %
FILTISAC CI (FTSC)	3 150	-2,33 %	70,27 %
CIE CI (CIEC)	2 335	-2,30 %	6,38 %
SMB CI (SMBC)	8 035	-2,07 %	-6,62 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	121,69	0,37 %	5,96 %	44 451	347 218 140	9,71
BRVM-PRINCIPAL	38	157,75	0,29 %	14,22 %	260 698	658 379 700	13,36

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	142,43	0,04 %	21,36 %	52 861	153 905 990	28,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	736,70	1,78 %	-3,57 %	19 100	111 358 135	10,11
BRVM - FINANCES	16	113,84	0,46 %	11,88 %	150 981	476 243 585	7,20
BRVM - TRANSPORT	2	333,35	-0,36 %	1,45 %	10 352	14 127 745	4,21
BRVM - AGRICULTURE	5	254,38	0,54 %	29,08 %	32 472	173 016 250	8,43
BRVM - DISTRIBUTION	7	376,59	-3,20 %	12,32 %	38 190	74 897 020	29,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	671,07	0,00 %	3,33 %	1 193	2 049 115	22,64

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	96,06	1,93 %	-3,94 %	3 559	42 269 340	9,99
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	98,73	0,59 %	-1,27 %	43 309	33 626 535	40,50
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	111,88	0,47 %	11,88 %	150 981	476 243 585	7,20
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	125,70	0,38 %	25,70 %	40 018	246 335 105	24,28
BRVM - INDUSTRIELS	7	117,30	-0,82 %	17,30 %	28 045	63 445 925	8,48
BRVM - ENERGIE	4	115,31	-4,40 %	15,31 %	23 696	74 588 555	16,58
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	107,53	-2,22 %	7,53 %	15 541	69 088 795	9,10

Guerre commerciale

Pour Warren Buffett, « le commerce ne doit pas être une arme »

Le légendaire investisseur porte un regard sévère sur la politique tarifaire de Washington, sans toutefois nommer directement Donald Trump.

L'homme d'affaires Warren Buffett a estimé samedi que «le commerce ne doit pas être une arme», critiquant la guerre commerciale lancée par Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche. «Il n'y a pas de question» quant au fait que toucher au commerce, notamment via des droits de douane, «peut être un acte de guerre», a commenté samedi Warren Buffett lors de l'assemblée générale de son conglomérat, Berkshire Hathaway.

«Une grave erreur»

Deux mois plus tôt, l'investisseur avait déjà émis lors d'une interview à la télévision américaine des commentaires similaires, ajoutant que les droits de douane «constituent une taxe sur les marchandises» et que «ce n'est pas la petite souris qui les paie». Le milliardaire de 94 ans n'a pas directement mentionné samedi Donald



Trump ou son administration. Mais, selon lui, Washington devrait «chercher à commercer avec le reste du monde». «Nous voulons un monde prospère» et aller dans cette direction «ne se fera pas (aux) dépens» des États-Unis, a assuré Warren Buffett. «C'est une grave erreur, à mon avis, quand vous avez sept milliards et demi de personnes qui ne vous aiment pas beaucoup et que vous en avez 300 millions qui se vantent d'une manière ou d'une autre de leur réussite», a jugé l'investisseur.

Bénéfice en nette baisse

En revanche, selon Warren Buffett, les déboires des marchés financiers et la nervosité des investisseurs face à la guerre commerciale et à ses revirements «ne sont vraiment rien». Samedi, Berkshire Hathaway a fait état d'un bénéfice de 9,6 milliards de dollars pour le premier trimestre, en nette baisse (-14%). Rapporté par action et hors éléments exceptionnels, donnée la plus scrutée du marché, il ressort à 4,47 dollars, là aussi en nette baisse. Warren Buffett est parvenu à transformer Berkshire Hathaway, PME textile rachetée au milieu des années 60, en un conglomérat gigantesque, aujourd'hui valorisé à plus de 1000 milliards de dollars et qui dispose actuellement d'une trésorerie de plus de 300 milliards de dollars.

(AFP)

Recul du PIB américain

C'est la faute à Biden, dit Trump

Si le recul du produit intérieur brut lors du premier trimestre 2025 est une surprise, l'explication du locataire de la Maison-Blanche n'en est pas une.

Le président américain Donald Trump a renvoyé mercredi sur son prédécesseur Joe Biden la responsabilité des mauvais chiffres du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis pour le premier trimestre. Le milliardaire républicain, qui a juré de rendre les États-Unis plus riches, est confronté mercredi à des chiffres montrant un recul du PIB du pays au premier trimestre, alors que l'économie américaine était encore florissante fin 2024. Le PIB, qui mesure la création de richesse nationale, a diminué lors des trois premiers mois de l'année couvrant le début du second mandat de Donald Trump.

Premier recul depuis 2022

En rythme annualisé, mesure privilégiée par les États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,3%, selon une première estimation publiée mercredi par le ministère du Commerce. Ce résultat – premier recul du PIB américain depuis 2022 – est nettement inférieur aux attentes de la majorité des analystes. «Notre pays va décoller économiquement, mais d'abord, nous devons nous débarrasser du reliquat de Joe Biden», a réagi le président Trump sur sa plateforme Truth



Social, qui célèbre cette semaine les 100 premiers jours de son second mandat entamé le 20 janvier. «Cela va prendre un moment, ça n'a rien à voir avec les droits de douanes, c'est seulement qu'il nous a laissés avec de mauvaises statistiques», a affirmé le chef de l'État, en enjoignant à ses concitoyens d'ÊTRE PATIENTS!!! Un peu plus tard, en conseil des ministres, il est apparu confiant, vantant l'arrivée d'investissements massifs aux États-Unis.

La Chine «assommée»

Il a affirmé que la Chine était à l'inverse «assommée» par les droits de douane qu'il a imposés, avec des «usines qui ferment» dans tout le pays «parce qu'on n'achète plus leurs produits». «Je ne voulais pas que ça arrive», a-t-il ajouté, disant «beaucoup apprécier» son homologue chinois Xi Jinping et

(AFP)

Australie

Le plus grand bateau électrique du monde mis à l'eau

Avec ses 250 tonnes de batterie et ses 130 mètres de long, le navire peut transporter plus de 2000 passagers.

Un constructeur de bateaux australien a mis à l'eau vendredi ce qu'il décrit comme le plus grand navire électrique du monde, un mastodonte de 130 mètres capable de transporter plus de 2000 passagers. Ce catamaran en aluminium baptisé Hull 096 est alimenté par plus de 250 tonnes de batteries, selon son constructeur, la société Incat. Les batteries et le système de stockage d'énergie fourniront plus de 40 mégawattheures de capacité installée.

Destiné à l'Amérique du Sud

Construit pour l'opérateur de ferry sud-américain Buquebus, il permettra de transporter jusqu'à 2100 passagers et jusqu'à 225 véhicules sur l'estuaire de la Plata entre Buenos Aires et l'Uruguay. Ce bateau «prouve que les so-



lutions de transport à grande échelle et à faibles émissions ne sont pas seulement possibles, mais qu'elles sont prêtes maintenant», a déclaré Stephen Casey, PDG d'Incat, après le lancement sur la rivière Derwent, à Hobart, dans l'État insulaire de Tasmanie. Selon l'Organisation maritime internationale (OMI), le transport maritime représente près de 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre responsables du réchauffement de la planète. Le mois dernier, les États membres de l'OMI ont voté en faveur d'un sys-

tème mondial de tarification visant à réduire les émissions de carbone dans le secteur maritime. Tous les navires devront utiliser un mélange de carburants à plus faible intensité carbonique d'ici à 2028, sous peine de sanctions financières. Les groupes de pression environnementaux craignent toutefois que le passage aux biocarburants ne pose d'autres problèmes, tels que la déforestation, et n'aille pas assez loin dans la lutte contre les émissions maritimes.

(AFP)

Préhistoire

Des kangourous géants victimes d'un «bouleversement climatique»

Les bestioles qui vivaient en Australie pesaient jusqu'à 170 kilos, soit deux fois plus que les kangourous les plus massifs de notre époque.

Des kangourous géants préhistoriques ont péri massivement à une période de «bouleversement climatique» en Australie, victimes de leur mode de vie sédentaire lorsque la forêt tropicale s'est transformée en désert, a révélé une étude publiée jeudi. Le «protémnodon» pesait jusqu'à 170 kilos, soit deux fois plus que les kangourous les plus massifs de notre époque. Son existence remonte à jusqu'à cinq millions d'années. Les chercheurs du Queensland Museum et des universités de Wollongong et d'Adelaide ont reconstitué les déplacements d'un groupe d'animaux dans le nord-est du pays en comparant à l'aide de nouvelles techniques des substances chimiques prélevées sur des dents fossilisées à des roches. Cela a permis de reconstituer les distances parcourues par ces kangourous pour se nourrir. «Imaginez des ancêtres de balises GPS», a expliqué Scott Hocknull, chercheur au Queensland Museum. «On peut utiliser les fossiles pour suivre des animaux, savoir où ils sont allés, ce qu'ils ont mangé, avec qui ils vivaient et comment ils sont morts;



comme un Big Brother du paléolithique».

Une sédentarité fatale

Les scientifiques ont conclu de leurs recherches que ces herbivores vivaient dans ce qui était à l'époque une forêt tropicale verdoyante, sans s'éloigner de leur lieu de vie pour se nourrir. Ils se sont ainsi révélés aussi sédentaires que les kangourous actuels, alors que les chercheurs pensaient qu'ils se déplaçaient sur de plus grandes distances. Or cette forêt tropicale a commencé à décliner il y a environ 300'000 ans alors que le climat de la région devenait «de plus en plus sec et instable», selon les scientifiques. «La volonté de ces kangourous géants de rester près de là où

ils vivaient à un moment de bouleversement climatique il y a 300'000 ans a probablement contribué à leur disparition», expliquent-ils dans un communiqué présentant leur étude, publiée dans la revue PLOS One. De telles espèces de kangourous géants ont persisté dans d'autres parties de l'Australie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée et ont fini par disparaître il y a environ 40'000 ans. Selon le chercheur Anthony Dosseto, au-delà de ces kangourous, les nouvelles techniques employées pour cette étude pourraient servir à mieux comprendre l'extinction de la mégafaune australienne, ces animaux de grande taille qui ont disparu il y a plusieurs dizaines de milliers d'années. Le continent australien était autrefois peuplé d'animaux préhistoriques tels des marsupiaux pesant plus de deux tonnes ou encore d'énormes lézards carnivores. «Le débat sur l'extinction de la mégafaune australienne dure depuis des décennies, mais nous pouvons désormais l'étudier espèce par espèce», a souligné Anthony Dosseto, du laboratoire de géochronologie isotopique de l'université de Wollongong.

Avec lematin.ch

Liberté de la presse**L'ONU alerte sur les menaces croissantes liées à l'IA**

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée chaque année le 3 mai, les Nations Unies tirent une nouvelle fois la sonnette d'alarme sur les menaces qui pèsent sur le journalisme indépendant, en particulier face à l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle (IA). Alors que le thème de cette année – « Informer dans un monde nouveau – L'impact de l'intelligence artificielle sur la liberté de la presse et les médias » – reflète les mutations profondes du paysage médiatique mondial, les dirigeants onusiens appellent à une mobilisation urgente pour préserver la liberté de la presse, pilier fondamental de toute société démocratique.

Un bien commun essentiel

Dans un message vidéo diffusé pour l'occasion, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, rappelle que « la liberté des personnes dépend de la liberté de la presse ». Il souligne que le journalisme libre et indépendant est « un bien commun essentiel », garant de la transparence, de la justice, de l'égalité et des droits humains. « Partout, les journalistes doivent pouvoir informer librement, sans crainte ni parti pris. Lorsque les journalistes sont empêchés de faire leur travail, c'est toute la société qui en paye le prix », affirme-t-il. Mais ce travail devient chaque année plus difficile et plus dangereux. Le chef de l'ONU dénonce la recrudescence des attaques contre les journalistes – qu'il s'agisse de censure, d'intimidation, d'agressions ou



● UN Photo/Eskinder Debebe ; Le Secrétaire général António Guterres (dos à la caméra) informe les journalistes lors d'une visite en Ukraine en 2022.

d'assassinats –, en particulier dans les zones de conflit comme Gaza. Il insiste sur le fait que la protection des journalistes est une responsabilité collective et urgente.

L'IA peut étouffer la liberté d'expression

Une autre menace majeure mise en lumière cette année est celle liée à l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle. Si cette technologie peut, selon António Guterres, « favoriser la liberté d'expression – ou l'étouffer

», elle est aujourd'hui souvent détournée au service de la désinformation. « Les biais algorithmiques, les mensonges purs et simples et les discours de haine sont autant de mines disséminées sur l'autoroute de l'information. Pour les désamorcer, rien de tel que des informations factuellement exactes et vérifiables », prévient-il. À cet égard, le Pacte numérique mondial adopté en 2024 et les Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information présentés par le Secrétaire général visent

à créer un cadre éthique et coopératif pour réguler les technologies numériques et protéger l'écosystème de l'information. Ces initiatives cherchent notamment à faire en sorte que l'IA soit développée dans le respect des droits humains et qu'elle donne la priorité aux faits.

Rôle irremplaçable du journalisme indépendant

De son côté, le Haut-Commissaire des Nations Unies

aux droits de l'homme, Volker Türk, souligne également le rôle irremplaçable d'un journalisme indépendant, qu'il qualifie « d'élément vital d'une société résiliente ». Dans un contexte de conflits croissants, de chaos climatique, de divisions sociales profondes et de bouleversements numériques, la presse libre est « plus cruciale que jamais ». Dans un message vidéo, il salue le travail des photographes, vidéastes et journalistes d'investigation qui « révèlent la vérité sombre de la guerre », documentent les impacts du changement climatique et dénoncent les abus de pouvoir et la corruption. « Les médias libres et

indépendants sont le meilleur antidote à la désinformation », insiste-t-il. Mais cette liberté est menacée partout dans le monde. Volker Türk note qu'au moins 20 journalistes ont déjà été tués depuis le début de l'année, souvent dans l'impunité totale. « Plus de huit assassinats de journalistes sur dix ne donnent lieu à aucune poursuite ». Il condamne les actes de harcèlement, de détention, de torture, voire d'assassinat de professionnels des médias, parfois directement orchestrés par les États ou les parties en conflit.

Avec news.un.org

**HOROSCOPE finance**

Bélier La journée sera difficile financièrement pour beaucoup d'entre vous, et il faudra prendre des mesures énergiques pour endiguer une hémorragie susceptible de déséquilibrer sérieusement votre budget. Vous n'aurez pas intérêt à investir dans l'immobilier en ce moment, alors même que c'est votre péché mignon, car les astres n'y semblent pas favorables.

Taureau

Dans le domaine matériel, un peu trop d'insouciance et de laisser-aller pourrait vous coûter cher. Vous aurez au contraire tout intérêt à vous montrer fort attentif et à tout faire pour protéger vos intérêts financiers. Sans quoi, un événement malencontreux risque de s'abattre sur vous.

Gémeaux

Mars vous rendra impulsif et dépensier. Faites attention donc à cette planète ! Vous aurez intérêt à contrôler sérieusement vos envies d'achats. Gare aux dettes oubliées à payer d'urgence et aux autres mauvaises surprises du même style !

Cancer

Décidément, la chance sera aujourd'hui de votre côté sur le plan matériel. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. En tout cas, l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle, comme l'eau à couler vers le bas.

Lion

C'est vrai, avec le Soleil, astre puissant et bénéfique, vos finances s'annoncent sous des auspices prometteurs. Mais il vaudrait mieux vous montrer prévoyant, car le Soleil a toujours un impact passager, alors que Saturne, un astre à l'impact beaucoup plus durable et beaucoup moins favorable, va rapidement influencer votre Ciel.

Vierge

Vous serez tenté de dépenser à tort et à travers pour calmer certaines angoisses, en oubliant totalement que votre compte en banque n'est pas inépuisable. Ressaisissez-vous vite pour éviter une catastrophe.

Balance Les influx planétaires de la journée inciteront les cambrioleurs, voleurs et vandales de tout bord à agir. Prenez donc toutes les précautions nécessaires pour protéger notamment votre maison, votre voiture, votre résidence secondaire, votre ordinateur...

Scorpion Vous aurez la capacité de gérer vos finances avec rigueur, sérieux et efficacité. Si vous avez l'intention de réaliser une importante opération immobilière, attendez encore trois ou quatre jours.

Capricorne Vous serez exposé à certaines fluctuations financières : dépenses capricieuses, irrégulières, imprudentes même. Le désir de paraître ou d'éblouir pourra vous jouer de mauvais tours. Evitez les voyages coûteux susceptibles de grever votre équilibre budgétaire et dont il vous faudra longtemps pour vous remettre.

Sagittaire Le secteur argent sera soumis à des impacts déstabilisants. Votre équilibre budgétaire sera en effet menacé. Quelle que soit votre situation pécuniaire actuelle, mieux vaudrait éviter les dépenses superflues et remettre à plus tard toutes les décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat ou de placement.

Verseau Côté finances, vous serez particulièrement bien inspiré. Vous pourrez à la fois rentabiliser des placements à court terme et effectuer de bons investissements à long terme.

Poisson Aucun coup dur ne serait à redouter pour vos finances ; mais ne vous attendez pas non plus à des rentrées d'argent mirobolantes. Le plus judicieux serait de profiter de cette journée pour faire le point en demandant un rendez-vous à votre banquier. Si vous êtes endetté, ce pourrait être le moment de renégocier un étalement de vos remboursements. Si vous souhaitez obtenir un prêt immobilier, accordez-vous un temps de réflexion.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs
Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur
Michel Yao AYEVA

Graphiste
A.Koffivi. AMOUZOUKPE



Communiqué de presse

L'Union africaine réaffirme son soutien à Khaled El-Enany à travers l'Angola, sa présidence en exercice

Le Caire, le 29 avril 2025 – En sa qualité de président en exercice de l'Union africaine, le président angolais João Lourenço a annoncé officiellement le soutien de l'Angola – et, par son intermédiaire, celui de l'Union africaine – à la candidature du professeur Khaled El-Enany à la direction générale de l'UNESCO. Cette déclaration forte a été faite lors de sa rencontre avec le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, dans le cadre de sa visite d'État en Égypte du 28 au 30 avril 2025.

Au cours de cet entretien de haut niveau, les deux chefs d'État ont réaffirmé la nécessité de consolider l'unité africaine autour de candidatures communes dans les institutions internationales, en particulier à un moment où la voix du continent doit être davantage représentée dans les enceintes de gouvernance mondiale. Le président Lourenço a ainsi confirmé le soutien plein et entier de l'Angola, en tant que président de l'Union africaine, à la candidature de Khaled El-Enany – un appui qui réaffirme également l'adhésion collective de l'Union africaine à cette candidature stratégique.

Ce soutien s'inscrit dans une dynamique continentale plus large : Djibouti avait déjà exprimé publiquement le même engagement, et le Gabon a quant à lui retiré son propre candidat afin de renforcer l'unité africaine autour de la candidature égyptienne. Cette mobilisation démontre la volonté du continent de parler d'une seule voix pour faire avancer ses priorités à l'échelle mondiale.

La candidature de Khaled El-Enany intervient dans un contexte où les défis africains – notamment l'éducation, le développement durable et la construction de la paix – sont au cœur des préoccupations. Ces priorités ont d'ailleurs été soulignées par le président Lourenço lui-même lors de son investiture à la tête de l'Union africaine, le 15 février dernier.

Ancien ministre du Tourisme et des Antiquités et professeur d'université, Khaled El-Enany porte une vision ambitieuse, inclusive et ouverte sur la coopération internationale. Depuis l'annonce de sa candidature en avril 2023, il a reçu un large soutien international, incluant l'Union africaine, la Ligue des États arabes, la France, le Brésil, la Turquie, l'Allemagne, l'Espagne, l'Arménie, le Gabon, Djibouti – et désormais l'Angola.

Cette nouvelle déclaration de soutien renforce la légitimité et la portée d'une candidature portée par l'Afrique, pour une gouvernance de l'UNESCO plus équitable, inclusive et représentative des équilibres mondiaux.

Kloto

Les résultats du concours de meilleurs projets en faveur des jeunes filles proclamés

Les résultats, du concours de meilleurs projets d'entreprises sociales, initié en faveur des jeunes filles de la commune de Kloto 1 ont été rendus publics, le vendredi 2 mai à Kpalimé.

Trois meilleurs projets de trois jeunes filles de la commune de Kloto 1 ont été retenus. Mlle Sédzro Mawussé a été déclarée gagnante du premier prix pour son projet qui consiste à aider des étudiants de l'INFA de Tové en mettant à leur disposition des parcelles de terrains pour la pratique de la culture. Les dividendes des produits vendus permettront à ces dernières de soutenir leurs études. Le deuxième projet retenu est porté par Mlle Attissoh Enyonom pour la vente de produits céréaliers dont les dividendes serviront à accompagner les orphelins. Mlle Samaty Dénise avec son projet de vente de vêtements en ligne dont les bénéfices serviront à financer les études de quelques orphelins en leur offrant également des kits scolaires vient en troisième place. Les trois lauréates ont reçu respectivement 200.000 F CFA, 125 000 FCFA et 75 000 FCFA pour exécuter leurs projets. Elles vont également bénéficier d'un accompagnement technique. Les critères de sélection ont porté, entre autres, l'impact du projet,



l'engagement communautaire, l'aspect novateur, l'impact social, l'impact sur les jeunes et la vision à long terme. Initiée par la Jeune chambre internationale (JCI) Kpalimé Tsitsatsè, cette activité a reçu l'accompagnement de la sénatrice Clarisse Katéma, épouse Koffidjin, marraine du projet. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet Dynamique solidaire. L'objectif est de promouvoir l'entrepreneuriat social et solidaire dans le Kloto. Le président local de la JCI Kpalimé Tsitsatsè, Kondow Moustafa, s'est réjoui d'avoir fait du concret et d'accompagner des jeunes entrepreneurs au sein de la commune, contribuant ainsi au développement de la commune. Le

président local a appelé les bénéficiaires à prendre au sérieux leur projet et bien gérer les fonds mis à leur disposition. Mlle Sédzro a exprimé sa reconnaissance à tous les initiateurs de ce projet qui lui permet de réaliser son rêve. Elle a déclaré qu'avec ce fonds, elle va offrir la possibilité aux jeunes en formation à l'INFA de Tové d'exploiter leurs compétences, de mettre pratique leurs connaissances. « Ils n'ont pas de terres, ils n'ont que leurs forces de travail et leurs compétences, je leur ai proposé qu'on s'entraide et les 200 000 FCFA sont les bienvenus pour réaliser nos objectifs. C'est juste un début, mais cet argent va nous aider à nous relancer », a déclaré Mlle Sédzro.

Avec ATOP/AYH/BV

Liga

Xavi Hernandez croule sous les offres !

L'ancien joueur et entraîneur du FC Barcelone a reçu plusieurs propositions ces derniers jours...

« Je recherche un projet passionnant, j'ai l'ambition de gagner des trophées. C'est l'objectif principal. J'écouterai les différentes offres ». En mars dernier, Xavi sortait du silence et dévoilait ses plans pour son avenir. Plutôt discret depuis son départ du FC Barcelone en fin de saison dernière, le milieu de terrain légendaire de l'écurie catalane et de la sélection espagnole prend son temps. Pas



question pour lui de se précipiter dans son choix... Et du choix, il en a justement. Ces derniers mois, il a été ques-

tion de sacrées opportunités pour l'ancien numéro 8 de la Roja, à l'image de l'AC Milan et de Manchester United. Et ces derniers jours, de nouvelles propositions sont arrivées. Comme révélé par différents médias plus tôt ce week-end, Al-Hilal, en Arabie saoudite, fait du Barcelonais un des principaux candidats pour remplacer Jorge Jesus sur son banc de touche.

Avec footmercato.net

Vo/Santé

Le projet « Sauver des vies et des moyens de subsistance » lancé

L'ONG Santé Intégrée (SI), en partenariat avec le ministère de la Santé et de l'Hygiène public, a lancé son projet « Sauver des vies et des moyens de subsistance (SLL) » le vendredi 2 mai à Vogan, au cours d'un atelier de présentation.

L'activité a regroupé des acteurs aussi bien du ministère de la Santé et des collectivités locales des districts de Golfe, Agoè-nyivé, Vo et de Zio. Le but visé est de susciter l'adhésion des parties prenantes audit projet. Le projet est financé par la fondation Mastercard à travers la phase 2 du projet de CDC Africa. Il vise à réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies évitables par la vaccination y compris la Covid-19. Il est question d'améliorer la résilience du système de santé face aux pandémies futures. Il s'agit également d'augmenter la couverture vaccinale, de parfaire l'offre de service de vaccination et de renforcer les compétences du personnel de santé. D'une durée de 6 mois, cette deuxième phase du projet permettra de protéger les travailleurs de la santé, de soutenir la prestation des services de vaccination ; d'élaborer des politiques et outils pour la vaccination tout au long de la vie conformément à



l'agenda 2030 pour la vaccination. Il permettra aussi de former le personnel de santé, de faciliter le partage d'expériences entre les gestionnaires de la santé en matière de vaccination tout au long de la vie et de sensibiliser les communautés à s'engager à faire de la vaccination systématique. Les travaux en atelier ont permis de présenter le contexte de mise en place du projet, de communiquer sur la vision, les objectifs, les bénéfices et les étapes clés du projet aux parties prenantes. Le préfet de Vo, Leguèdè Kokou Jérôme a salué ce projet et remercié les parties prenantes pour leur volonté à œuvrer pour le bien-être des communautés. Il a invité les acteurs à plus d'engagement et de

détermination pour que les objectifs assignés au projet soient atteints. Le directeur de l'innovation et de gestion de la santé, représentant le directeur pays de l'ONG Santé Intégrée, Dr Tchéou Dadu Pikédinam et le coordonnateur SLL à l'ONG SI, Adrany Emile ont présenté le contexte du projet, ses objectifs et ses différentes phases. Ils ont invité les parties prenantes à protéger la dignité des populations qu'elles servent et à faire de la phase 2 du projet, un modèle de réussite dans la région Maritime. Des directeurs régionaux, préfectoraux et des points focaux et des autorités locales ont pris part à cette cérémonie.

Avec ATOP/AKS/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU Imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

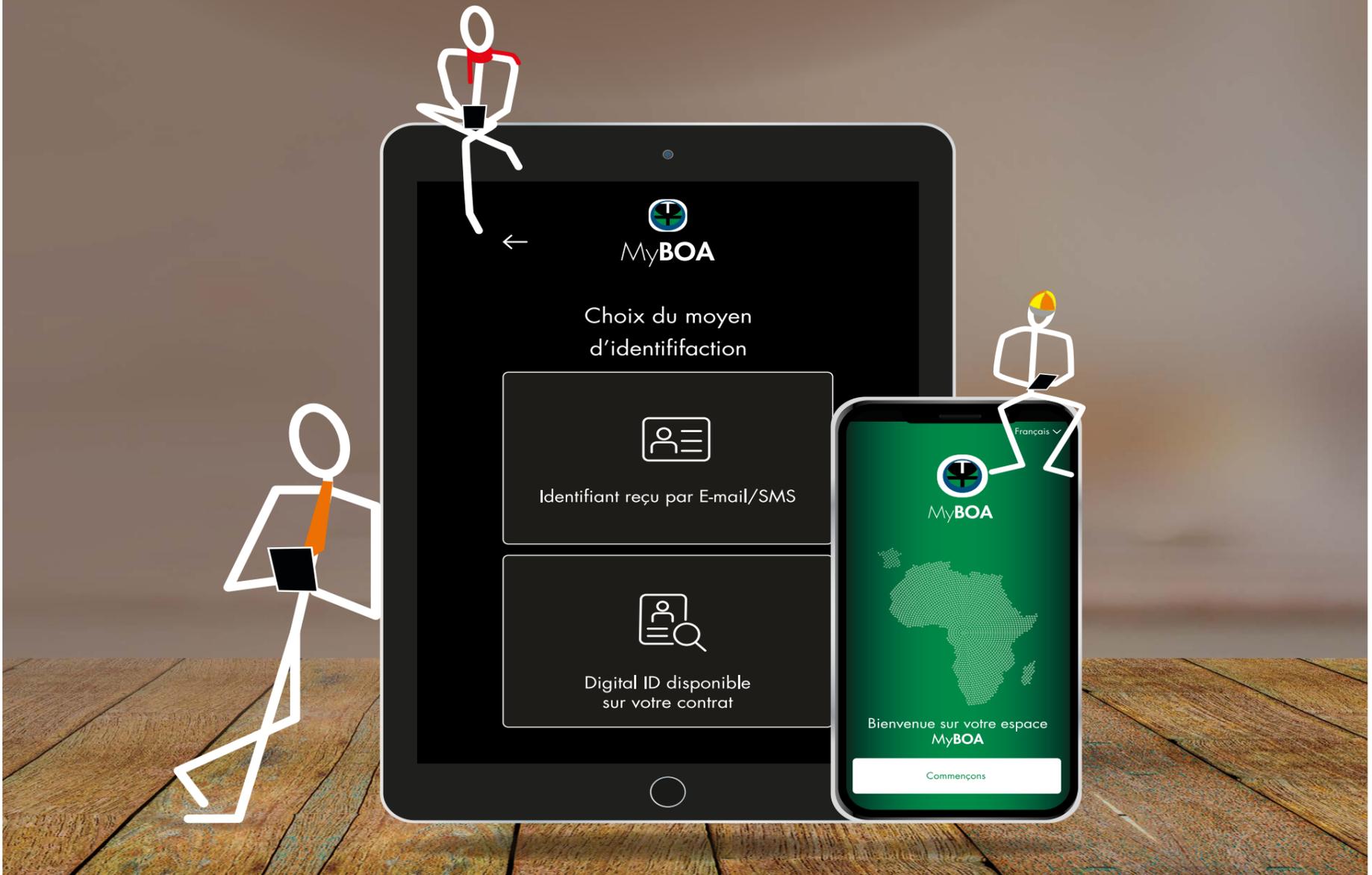
● Source : tresor.economie.gouv.fr



MyBOA

Gérez vos comptes,
vos **cartes** et vos **transferts...**
avec votre **smartphone.**

Téléchargement sur



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



www.boatogo.com